

Peuples autochtones :

Autogestion et résistance face à la pandémie et à la négligence de l'État au Guatemala

Brigades de paix internationales

Le premier cas de COVID-19 au Guatemala est survenu à la mi-mars 2020 et a incité le gouvernement à mettre immédiatement en œuvre des mesures pour faire face à la propagation du virus. Depuis lors, 19 650 décès ont été enregistrés dans le pays¹ et, dans ce contexte, on a vu que la population autochtone avait été très vulnérable au virus en raison des conditions de pauvreté dans lesquelles elle vit. Cependant, depuis le début de la pandémie, les autorités autochtones ancestrales ont été exclues par le gouvernement guatémaltèque des espaces stratégiques où sont élaborées les mesures pour contenir le virus. De plus, les règles imposées par l'État pour gérer la pandémie se sont avérées inadéquates et, dans de nombreux cas, discriminatoires à l'égard des peuples autochtones².

L'arrivée du coronavirus n'a fait qu'aggraver une situation dont le contexte historique était déjà compliqué. L'exploitation, la répression, le conflit agraire et la criminalisation dont souffrent les communautés, accrus par la crise climatique, ont été aggravés par cette situation pandémique. – Lesbia Artola, coordonnatrice du Comité Campesino de Desarrollo del Altiplano (Comité paysan du Haut Plateau, CCDA) – Las Verapaces

Les impacts des mesures visant à freiner la contagion

La gestion de la pandémie par le gouvernement guatémaltèque a eu de nombreuses répercussions sur les populations autochtones. Les personnes vivant dans les zones rurales – qui sont pour la plupart maya et xinka – ont été exclues des programmes promus par le gouvernement pour atténuer les effets économiques de la pandémie. Par exemple, pour le *Bono Familia* – une aide économique aux familles vivant dans la pauvreté – la liste de bénéficiaires a été établie sur la base de leur facture d'électricité, laissant de côté ceux et celles qui ne bénéficient pas de ce service³. D'autre part, l'accès aux soins de santé dans les régions où il n'existe pas de structures de santé publique a été limité par la non-reconnaissance des praticien-ne-s de la médecine maya comme personnel essentiel⁴.

Ensuite, selon les dirigeant-e-s communautaires, les restrictions n'ont pas été appliquées de manière égale. De grandes entreprises minières, hydroélectriques et agricoles ont continué à fonctionner malgré le fait que les permis de plusieurs d'entre elles étaient expirés ou faisaient l'objet d'actions en justice interdisant leurs activités. Dans les départements d'Alta et Baja Verapaz, la pandémie a été utilisée comme un mécanisme permettant l'intimidation, les menaces et la criminalisation. Elle a aussi été exploitée par des acteurs privés pour procéder à des évictions forcées. En même temps, les restrictions en matière de mobilité et de rassemblement ont entravé les activités de défense territoriale des communautés⁵. Cette situation s'est

intensifiée tout au long de la pandémie menant à la multiplication des évictions forcées ainsi qu'à l'augmentation de l'accapement des terres dans les départements d'Alta et Baja Verapaz⁶.

Enfin, les mesures de confinement ont particulièrement touché les femmes. Dans de nombreux cas, ces règles ont contribué à exacerber les situations de violence, tant dans leur foyer que dans leur communauté. Par ailleurs, les femmes autochtones ont dû assumer la responsabilité des soins aux membres de leur communauté⁷.

La réponse des communautés

Face à l'inefficacité et aux effets négatifs des mesures mises en œuvre par l'État, les peuples autochtones du Guatemala ont formulé des propositions autonomes et autogérées visant à protéger les communautés contre le virus. L'organisation communautaire a permis d'affronter les impacts de la pandémie : les autorités ont organisé des transports communautaires, et dans plusieurs communautés, des pratiques et coutumes ancestrales telles que le troc ont été récupérées. Sur un plan plus pratique, de nombreuses communautés ont mis en place des cordons sanitaires pour contrôler la circulation ainsi que des stations de désinfection des véhicules et des personnes sur leurs territoires. Pour leur part, les radios communautaires ont joué un rôle clé dans la diffusion d'informations sur les règles de prévention en langues mayas⁸.

Le rôle des femmes a également été déterminant depuis le début de la pandémie. Elles ont favorisé l'éveil de la